

répondre aux attaques de caractère limité, en plus d'éléments équipés d'engins nucléaires tactiques.

## Revue de la situation internationale

Dans le cadre d'une réunion consacrée avant tout à l'activité non militaire de l'OTAN, la revue de la situation internationale, marquée par les événements récents de Hongrie et du Moyen-Orient, a pris une importance considérable. Les ministres ont admis sans hésitation que l'agitation actuelle en Europe orientale présentait des dangers pour l'Alliance et que tous les gouvernements de l'OTAN devaient éviter scrupuleusement de s'ingérer dans l'évolution des pays satellites vers la liberté. Émus et indignés par la tournure des événements de Hongrie, les membres du Conseil ont constaté, par ailleurs, l'existence d'un mécontentement général qui permet d'espérer qu'un jour ou l'autre le relâchement évident de l'emprise soviétique sur les satellites de l'Europe orientale vaudra à ces pays la liberté de choisir leur propre gouvernement. Les ministres ont réaffirmé la conviction de leurs gouvernements, selon laquelle les Nations Unies doivent poursuivre leurs efforts, avec l'aide de l'opinion publique mondiale, pour amener les Soviétiques à retirer leurs forces de Hongrie et à réparer les torts causés au peuple hongrois. Le Conseil tenait à ce qu'on n'eût pas la moindre impression que l'OTAN songe à une opposition active ou à quelque autre intervention directe dans les affaires des pays de l'Europe orientale.

Le fait d'avoir consacré une bonne partie de ses discussions à des événements politiques survenus en dehors de la région visée par le Traité de l'Atlantique Nord constitue pour le Conseil une innovation importante. Les ministres se rendent de plus en plus compte que la stabilité, la sécurité et le bien-être des peuples du Moyen-Orient sont indispensables au maintien de la paix mondiale, qui intéresse directement la Communauté atlantique.

Il n'est pas question, on a été unanime à le reconnaître, que l'OTAN envisage d'assumer des obligations particulières dans des régions non comprises dans le Traité. Mais la réunion a démontré que certains membres de l'Organisation hésiteront moins qu'auparavant à discuter des événements qui se produisent dans ces régions quand ils ont des répercussions sur l'Alliance atlantique. C'est dans ce contexte que le Conseil a souligné la nécessité de dégager rapidement le canal de Suez conformément à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies et l'urgence d'y rétablir la pleine liberté de navigation. En outre, les ministres ont été entièrement d'accord pour souscrire, comme base et condition préalable d'un règlement durable de la question de Suez, aux six principes formulés le 13 octobre par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Comme on s'y attendait, cet échange de vues sur les questions politiques actuelles n'a pas abouti, pour ce qui est de ces problèmes, à l'élaboration d'une politique commune à tous les gouvernements de l'OTAN, mais il a mis en lumière les grandes lignes de ce que doivent être dans le monde d'aujourd'hui les principaux objectifs de l'Alliance atlantique. L'examen de la situation internationale a contribué dans une large mesure à rétablir l'entente mutuelle qui régnait avant les événements du Moyen-Orient et à poser les principes qui permettront de poursuivre une politique de coopération étroite et constructive.